



Council of the European Union  
General Secretariat

Brussels, 18 February 2025

---

---

**Interinstitutional files:  
2024/0319 (COD)**

---

---

WK 2071/2025 ADD 17

**LIMITE**

**AGRI  
AGRIORG  
AGRIFIN  
AGRILEG  
CODEC**

*This is a paper intended for a specific community of recipients. Handling and further distribution are under the sole responsibility of community members.*

## **CONTRIBUTION**

---

From:	General Secretariat of the Council
To:	Working Party on Agricultural Products
N° Cion doc.:	ST 16779 2024 INIT
Subject:	Regulation amending the common market organisation (CMO) Regulation as regards the strengthening of the position of farmers in the food supply chain - Further comments from France

---

---

WK 2071/2025 ADD 17

**LIMITE**



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Paris, le 18 février 2025

**NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES  
A LA PRESIDENCE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE  
et au Secrétariat Général du Conseil**

**Objet :** Projet de note des autorités françaises portant sur l'analyse de l'ensemble des dispositions des propositions de la Commission de modifications des règlements (UE) n°1308/2013, n°2021/2115 et n°2021/2116.

La Commission européenne a proposé le 10 décembre 2024 des modifications du cadre juridique actuel établi par le règlement (UE) n°1308/2013 portant organisation commune des marchés (OCM), par les règlements (UE) n°2021/2115 et 2021/2116 relatifs aux plans stratégiques nationaux relevant de la PAC et au financement de la PAC, ainsi qu'un projet de règlement complétant la directive (UE) n° 2019/633 relative aux pratiques commerciales déloyales (PCD) pour répondre aux difficultés d'application transfrontalière de la directive. Ces propositions font suite à la feuille de route pour renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire proposée en mars suite aux manifestations agricoles qui se sont déroulées dans de nombreux Etats membres.

Dans le prolongement des discussions menées au sein du Conseil et avec la Commission européenne, les autorités françaises réaffirment leur soutien aux propositions de modifications du cadre juridique de la politique agricole commune (PAC) et de l'OCM, présentées par la Commission européenne le 10 décembre 2024, et maintiennent un certain nombre de points d'attention sur lesquels elles souhaitent voir le texte évoluer, comme évoqué dans leur note en date du 10 janvier 2025.

**1) Organisations de producteurs (OP) et associations d'organisations de producteurs**

**L'article 1(3)** du règlement modifie l'article 152 de l'OCM en rajoutant la promotion d'appellation d'origine protégée et des circuits courts dans les objectifs pouvant être poursuivis par les OP ainsi qu'en permettant aux OP non reconnues de négocier avec les acheteurs pour le compte de leurs membres.

Les autorités françaises considèrent que cette possibilité soulève des interrogations tant sur son opportunité que sur sa sécurité juridique, notamment au regard du droit de la concurrence. Cette disposition conduirait à ce que certaines OP renoncent à leur reconnaissance officielle, ce qui fragiliserait l'organisation et la structuration des filières agricoles.

**Les articles 1(4) et 1(5)** modifient respectivement les articles 153 et 154 du règlement OCM en prévoyant que les statuts d'une organisation de producteurs peuvent prévoir la possibilité que les membres soient en contact direct avec les acheteurs, pour autant que ce contact direct ne nuise pas aux objectifs poursuivis par l'organisation de producteurs ainsi qu'en ajoutant un objectif pouvant être poursuivi par les organisations interprofessionnelles : la promotion du commerce équitable et des circuits courts.

Les autorités françaises accueillent favorablement la modification de l'article 153 induite par l'article 1(4) et n'ont pas de remarques particulières à formuler sur l'article 1(5).

**L'article 2(1)** modifie l'article 52 du règlement (UE) n°2021/2115 relatif aux plans stratégiques nationaux relevant de la PAC en permettant l'élargissement des possibilités d'augmenter le taux de cofinancement de l'Union européenne dans les programmes opérationnels fruits et légumes.

Concernant les modifications des règlements relatifs aux plans stratégiques de la PAC, les autorités françaises sont globalement favorables à l'augmentation des taux de cofinancement de l'Union européenne pour certains dispositifs, notamment ceux visant les jeunes et nouveaux agriculteurs. Toutefois, elles insistent sur la nécessité d'évaluer précisément l'impact budgétaire de ces mesures et d'assurer une mise en œuvre simplifiée, compte tenu du poids administratif déjà existant pour les bénéficiaires et les services instructeurs. Elles demandent par ailleurs des précisions sur les modalités d'application de la majoration prévue pour faire face à des événements climatiques, des catastrophes naturelles ou des crises sanitaires, afin d'en garantir le caractère strictement exceptionnel.

## **2) Relations contractuelles**

**L'article 1(2)** modifie l'article 148 du règlement OCM vise à rendre obligatoire la contractualisation écrite dans le secteur laitier entre agriculteurs et leurs acheteurs. Certaines livraisons sont exclues du champ de la contractualisation écrite obligatoire.

**L'article 1(6)** modifie l'article 168 du règlement OCM vise à rendre obligatoire la contractualisation écrite dans tous les secteurs autres que le secteur du lait, des produits laitiers et du sucre.

Les autorités françaises accueillent favorablement les mesures proposées, qui visent à renforcer la transparence et l'équité des relations commerciales. Elles soutiennent notamment l'instauration d'une obligation de contractualisation écrite entre les agriculteurs et leurs acheteurs tout en réitérant la nécessité de préciser et d'élargir les dérogations afin de mieux prendre en compte les spécificités de certaines filières en permettant à une organisation professionnelle représentative de solliciter un aménagement ou une exonération des obligations de contractualisation écrites obligatoires.

De plus, les autorités françaises s'interrogent sur le sens de l'extension du champ d'application de l'article 148 au lait et aux produits laitiers dans le contexte d'une première cession d'un produit agricole.

**L'article 1(9)** modifie l'annexe X du règlement OCM et concerne les modalités de contractualisation applicables aux betteraves sucrières en introduisant des indicateurs ou une méthode de calcul des prix sur les contrats de livraison.

Les autorités françaises souhaiteraient des clarifications afin de déterminer si :

- les dispositions de l'annexe X modifiées s'appliqueraient aux coopératives ;
- la clause de révision ne s'appliquerait qu'en cas de contrat pluriannuel ou si elle s'appliquerait également pour un contrat sur une seule campagne sucrière ;
- le prix calculé à l'aide d'indicateurs correspond au prix de base tel que défini au point II de l'annexe X, au prix final de la betterave, ou aux deux.

## **3) Autres modifications proposées**

**L'article 1(1)** modifie l'article 88a du règlement OCM en ajoutant les définitions de mentions facultatives pour les modalités commerciales.

Les autorités françaises portent une attention particulière, à l'instar de la Commission européenne, à la véracité des allégations « justes » et « équitables » et à la réalité de ce que recouvrent de tels termes apposés sur des produits. Sur ces sujets rejoignant des préoccupations proches de celles auxquelles souhaitent répondre la future directive « green claims » et la directive sur la participation du consommateur à la transition écologique, les autorités françaises souhaitent veiller à une parfaite coordination entre ces textes.

**L'article 1(7)** modifie l'article 210 bis du règlement OCM en visant à étendre les dérogations au droit de la concurrence pour les accords verticaux et horizontaux entre producteurs agricoles (ou avec des opérateurs à différents niveaux des phases de production, transformation, distribution), en incluant des objectifs sociaux.

**L'article 1(8)** modifie l'article 222 du règlement OCM en permettant à la Commission d'adopter des actes d'exécution durant les périodes de déséquilibres graves sur les marchés.

Les autorités françaises accueillent favorablement la modification de l'article 210 bis induite par l'article 1(7) et n'ont pas de remarque particulière à formuler sur l'article 1(8) modifiant le règlement OCM.

**L'article 3** modifie le règlement (UE) n°2021/2116 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune.

Les autorités françaises n'ont pas de remarque particulière à formuler.

#### **4) Divers**

En complément à l'article 164, les autorités françaises proposent de donner la faculté aux interprofessions de prévoir dans leurs accords étendus les dispositions nécessaires à en garantir la bonne mise en œuvre. Il s'agirait de préciser à la fin du 1) que ces règles peuvent inclure des mesures nécessaires et proportionnées visant à garantir leur application effective, sous réserve que les opérateurs concernés soient entendus de manière contradictoire en cas de constat de manquement à leurs obligations.

De plus, les autorités françaises proposent l'ajout de certaines productions à l'annexe I du règlement OCM. Elles soutiennent notamment l'intégration du miscanthus, une culture à vocation principalement agricole qui présente un intérêt environnemental et économique croissant, ainsi que celle de la laine, dont la valorisation constitue un enjeu essentiel pour la pérennité de la filière ovine et caprine.

Elles soulignent également l'importance de mettre en œuvre, sans délai, les recommandations du Groupe de haut niveau sur la filière vitivinicole, en particulier celles relatives aux autorisations de plantation et de replantation, qui nécessitent des ajustements du règlement OCM.

Enfin, elles plaident pour l'élargissement du champ d'application de l'article 166 bis aux produits issus de l'agriculture biologique, afin de permettre la mise en place de règles de régulation de l'offre et de garantir une meilleure stabilité des marchés concernés.

**Les autorités françaises remercient la présidence pour la prise en compte de ces éléments et se réservent la possibilité d'amender ou de compléter leur analyse au fur et à mesure de l'évolution des discussions.**



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Paris, 18 February 2025

**NOTE FROM THE FRENCH AUTHORITIES  
TO THE PRESIDENCY OF THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION  
and to the General Secretariat of the Council**

**Subject:** Draft note from the French authorities on the analysis of all the provisions of the Commission's proposals for amendments to Regulations (EU) No 1308/2013, No 2021/2115 and No 2021/2116.

On 10 December 2024, the European Commission proposed amendments to the current legal framework established by Regulation (EU) No 1308/2013 on the common organisation of the markets (CMO), by Regulations (EU) No 2021/2115 and 2021/2116 on national CAP strategic plans and CAP financing, as well as a draft regulation supplementing Directive (EU) 2019/633 on unfair commercial practices (UCPs) to address the difficulties of cross-border application of the Directive. These proposals follow the roadmap to strengthen the position of farmers in the food supply chain proposed in March following agricultural events in many Member States.

Following the discussions held within the Council and with the European Commission, the French authorities reiterate their support for the proposals for amendments to the legal framework of the common agricultural policy (CAP) and the CMO, submitted by the European Commission on 10 December 2024, and maintain a number of points of attention on which they wish to see the text evolve, as referred to in their note of 10 January 2025.

**1) Producer organisations (POs) and associations of producer organisations**

**Article 1(3)** of the Regulation amends Article 152 of the CMO by adding the promotion of protected designations of origin and short supply chains to the objectives that may be pursued by POs and by allowing non-recognised POs to negotiate with buyers on behalf of their members.

The French authorities consider that this possibility raises questions as to both its appropriateness and its legal certainty, in particular with regard to competition law. This provision would lead to some POs renouncing their official recognition, which would weaken the organisation and structuring of agricultural sectors.

**Articles 1(4) and 1(5)** respectively amend Articles 153 and 154 of the CMO Regulation by providing that the statutes of a producer organisation may provide for the possibility of members being in direct contact with purchasers, provided that such direct contact does not prejudice the objectives pursued by the producer organisation and by adding an objective which may be pursued by interbranch organisations: the promotion of fair trade and short supply chains.

We welcome the amendment to Article 153 brought about by Article 1(4) and have no particular comments to make on Article 1(5).

**Article 2(1)** amends Article 52 of Regulation (EU) No 2021/2115 on national CAP strategic plans by allowing for the extension of the possibilities to increase the EU co-financing rate in fruit and vegetables operational programmes.

As regards the amendments to the regulations on the CAP strategic plans, we are generally in favour of increasing the EU co-financing rates for certain schemes, in particular those targeting young and new farmers. However, they stress the need to accurately assess the budgetary impact of these measures and to ensure a simplified implementation, taking into account the already existing administrative burden for beneficiaries and training services. They also asked for details on how to apply the increase provided for in response to climatic events, natural disasters or health crises, in order to ensure that it is strictly exceptional.

## 2) Contractual relations

**Article 1(2)** amends Article 148 of the CMO Regulation to make it compulsory for farmers and their buyers to enter into written contracts in the dairy sector. Some deliveries are excluded from the scope of mandatory written contractualisation.

**Article 1(6)** amends Article 168 of the CMO Regulation to make written contracting mandatory in all sectors other than the milk, milk products and sugar sector.

We welcome the proposed measures, which aim to increase the transparency and fairness of trade relations. In particular, they support the introduction of a written contractual obligation between farmers and their buyers, while reiterating the need to specify and extend the derogations in order to take better account of the specificities of certain sectors by allowing a representative professional organisation to request an adjustment or exemption from the mandatory written contractual obligations.

In addition, we question the meaning of extending the scope of Article 148 to milk and milk products in the context of a first transfer of an agricultural product.

**Article 1(9)** amends Annex X to the CMO Regulation and concerns the contractual arrangements applicable to sugar beet by introducing indicators or a method for calculating prices on delivery contracts.

We would like clarification as to whether:

- the amended provisions of Annex X would apply to cooperatives;
- the review clause would apply only in the case of a multi-annual contract or if it would also apply to a contract for a single sugar marketing year;
- the price calculated using indicators corresponds to the basic price as defined in point II of Annex X, the final price of beet, or both.

## 3) Other proposed changes

**Article 1(1)** amends Article 88a of the CMO Regulation by adding the definitions of optional terms for trade arrangements.

The French authorities, like the European Commission, pay particular attention to the veracity of the 'fair' and 'fair' claims and to the reality of what is covered by such terms affixed to products. On these subjects, which are close to the concerns that the future "green claims" directive and the directive on consumer participation in the ecological transition wish to address, the French authorities wish to ensure perfect coordination between these texts.

**Article 1(7)** amends Article 210a of the CMO Regulation by extending derogations from competition law for vertical and horizontal agreements between agricultural producers (or with operators at different levels of the production, processing, distribution phases), including social objectives.

**Article 1(8)** amends Article 222 of the CMO Regulation by allowing the Commission to adopt implementing acts during periods of severe market imbalances.

We welcome the amendment to Article 210a brought about by Article 1(7) and have no particular comments to make on Article 1(8) amending the CMO Regulation.

**Article 3** amends Regulation (EU) 2021/2116 on the financing, management and monitoring of the common agricultural policy.

The French authorities have no particular comments to make.

#### **4) Miscellaneous**

In addition to Article 164, we propose that inter-branch organisations be given the option of including in their extended agreements the provisions necessary to ensure that they are properly implemented. It should be made clear at the end of (1) that those rules may include necessary and proportionate measures to ensure their effective application, provided that the operators concerned are heard in an adversarial manner in the event of a finding that they have failed to fulfil their obligations.

In addition, the French authorities propose the addition of certain products to Annex I to the CMO Regulation. In particular, they support the integration of miscanthus, a mainly agricultural crop of increasing environmental and economic interest, as well as wool, the recovery of which is a key issue for the sustainability of the sheep and goat sector.

They also underline the importance of implementing, without delay, the recommendations of the High Level Group on the Wine Sector, in particular those on planting and replanting authorisations, which require adjustments to the CMO Regulation.

Finally, they call for the scope of Article 166a to be extended to organic products, in order to allow supply regulation rules to be put in place and to ensure better stability of the markets concerned.

**We thank the Presidency for taking these elements into account and reserve the right to amend or supplement their analysis as the discussions progress.**